

Vu le règlement (CEE) n° 1411/71 du Conseil, du 29 juin 1971, établissant les règles complémentaires de l'organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers en ce qui concerne le lait destiné à la consommation humaine, notamment l'article 5;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard des mesures en matière de la qualité du lait résulte de l'obligation d'adapter la réglementation aux conditions de marché modifiées et de rendre cette réglementation plus conforme à celle en vigueur dans les pays voisins;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par « l'arrêté royal » : l'arrêté royal du 14 août 1989 relatif au lait et instituant un contrôle officiel de la qualité du lait fourni aux acheteurs.

Art. 2. L'article 6, alinéa 2, de l'arrêté royal est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le lait visé au précédent alinéa est différencié sur base de cette détermination officielle de la qualité. »

Art. 3. L'article 9 de l'arrêté royal est remplacé par l'article suivant :

« Article 9. Le Ministre fixe les écarts de prix, liés à la différenciation visée à l'article 6 du présent arrêté, que doivent respecter les acheteurs lors du paiement du lait au producteur. »

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1991.

Art. 5. Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 novembre 1990.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,

M. EYSKENS

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

P. DE KEERSMAEKER

F. 91 — 38

28 NOVEMBRE 1990. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 16 août 1989 relatif à la détermination officielle de la qualité du lait fourni aux acheteurs

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la loi du 11 avril 1983, notamment l'article 3;

Vu la loi du 15 janvier 1938 relative à la création d'un Office national du lait et de ses dérivés, modifiée par l'arrêté royal du 3 octobre 1955;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 1938 instituant un Office national du lait et de ses dérivés;

Vu l'arrêté royal du 27 février 1963 relatif à la distribution des produits laitiers, modifié par les arrêtés royaux des 23 août 1968, 3 octobre 1968, 18 décembre 1972, 24 juin 1977 et 11 juillet 1988, notamment l'article 8, § 8;

Vu l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant l'agrégation préalable des entreprises de transport, de préparation, de transformation ou de conditionnement des produits laitiers, modifié par les arrêtés royaux des 7 janvier 1969, 26 août 1980, 13 janvier 1983, 12 août 1985 et 21 février 1986, notamment l'article 3;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 1411/71 van de Raad van 29 juni 1971 houdende aanvullende voorschriften voor de gemeenschappelijke ordening der markten in de sector melk en zuivelprodukten met betrekking tot melk bestemd voor menselijke consumptie, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de noodzaak om onverwijld maatregelen te nemen met betrekking tot de melkwaliteit voortvloeit uit de verplichting de reglementering aan te passen aan de gewijzigde marktstandigheden en deze reglementering meer aan te passen aan deze die in de buurlanden van kracht is;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder « Het koninklijk besluit » : het koninklijk besluit van 14 augustus 1989 betreffende melk en tot instelling van een officiële kwaliteitscontrole van melk geleverd aan kopers.

Art. 2. Artikel 6, tweede lid, van het koninklijk besluit wordt vervangen door het volgende lid :

« De in het voorgaande lid bedoelde melk wordt gedifferentieerd op basis van deze officiële kwaliteitsbepaling. »

Art. 3. Artikel 9 van het koninklijk besluit wordt vervangen door het volgende artikel :

« Artikel 9. De Minister stelt de prijsverschillen, gebonden aan de de in artikel 6 van dit besluit voorziene differentiatie, vast. De kopers moeten deze prijsverschillen respecteren bij de betaling van de melk aan de producent. »

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1991.

Art. 5. Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Staatssecretaris voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 november 1990.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

M. EYSKENS

De Staatssecretaris voor Landbouw,

P. DE KEERSMAEKER

N. 91 — 38

28 NOVEMBER 1990. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 16 augustus 1989 betreffende de officiële kwaliteitsbepaling van melk geleverd aan kopers

De Staatssecretaris voor Landbouw,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijprodukten, gewijzigd bij de wet van 11 april 1983, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de wet van 15 januari 1938 betreffende de oprichting van een Nationale Zuiveldienst, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 oktober 1955;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 1938 tot instelling van een Nationale Zuiveldienst;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 februari 1963 betreffende de verdeling van zuivelprodukten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 augustus 1968, 3 oktober 1969, 18 december 1972, 24 juni 1977 en 11 juli 1988, inzonderheid op artikel 8, § 8;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de voorafgaande erkenning der ondernemingen die zuivelprodukten vervoeren, bereiden, omvormen of conditioneren, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 januari 1969, 26 augustus 1980, 13 januari 1983, 12 augustus 1985 en 21 februari 1986, inzonderheid op artikel 3;

Vu l'arrêté royal du 14 août 1989 relatif au lait et instituant un contrôle officiel de la qualité du lait fourni aux acheteurs;

Vu l'arrêté ministériel du 16 août 1989 relatif à la détermination officielle de la qualité du lait fourni aux acheteurs;

Vu le Règlement (C.E.E.) n° 1411/71 du Conseil du 29 juin 1971, établissant les règles complémentaires de l'organisation commune des marchés dans le secteur du lait et des produits laitiers en ce qui concerne le lait destiné à la consommation humaine, notamment l'article 5, 1;

Vu l'accord du Ministre des Affaires étrangères;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard des mesures en matière de la qualité du lait résulte de l'obligation d'adapter la réglementation aux conditions de marché modifiées et de rendre cette réglementation plus conforme à celle en vigueur dans les pays voisins,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par « l'arrêté ministériel » : l'arrêté ministériel du 16 août 1989 relatif à la détermination officielle de la qualité du lait fourni aux acheteurs.

Art. 2. L'article 1er, point 3, de l'arrêté ministériel est remplacé par le point suivant :

« 3. Lait standard : le lait, réfrigéré et n'ayant obtenu aucun point de pénalisation, ayant une teneur en matière grasse butyrique de 38 g/l et une teneur en protéines de 33,5 g/l ».

Art. 3. L'article 4, § 2, de l'arrêté ministériel est remplacé par le paragraphe suivant :

§ 2. La différenciation des laits est basée sur les critères mentionnés au § 1er.

La fréquence des déterminations, les résultats pris en compte et le nombre de points de pénalisation correspondant sont repris à l'annexe 2 du présent arrêté ».

Art. 4. L'article 7 de l'arrêté ministériel est remplacé par l'article suivant :

« Article 7. § 1er. Pour le lait, l'acheteur applique une réduction de prix de 0,25 FB par point de pénalisation et par litre.

§ 2. Pour la crème de deuxième catégorie, l'acheteur paie 7 FB en moins par kilogramme de matière grasse, par rapport au prix qu'il aurait dû payer pour la crème de première catégorie.

Pour la crème de troisième catégorie, l'acheteur applique une réduction de prix de 10 FB au moins par kilogramme de matière grasse, par rapport au prix qu'il aurait dû payer pour la crème de deuxième catégorie.

§ 3. Les réductions des prix visées aux § 1er et § 2 sont appliquées sur les quantités de lait et de crème fournies au cours de la période de paiement en cause.

§ 4. Aucune réduction autre que celles prévues aux § 1er et § 2 peut être appliquée à la qualité, telle que définie à l'article 4, § 1er et § 3, ne peut être appliquée aux fournitures de lait ou de crème ».

Art. 5. L'article 8, alinéa 2, de l'arrêté ministériel est remplacé par l'alinéa suivant :

« En aucun cas, ce lait ne pourra être destiné à la consommation humaine directe ou à l'exportation ».

Art. 6. L'article 9 de l'arrêté ministériel est remplacé par l'article suivant :

« Article 9. Les documents de paiement, visés à l'article 3, 5° de l'arrêté royal du 21 octobre 1988 concernant l'agrément préalable des entreprises de transport, de préparation, de transformation ou de conditionnement des produits laitiers et à l'article 8, § 8, 2° de l'arrêté royal du 27 février 1983 relatif à la distribution des produits laitiers, doivent être présentés de façon telle que les éléments indiqués ci-après soient mentionnés dans leur partie supérieure :

- le numéro du producteur et le numéro d'unité de production attribué par l'Office national du lait et de ses dérivés;
- le prix de base en francs par litre;
- la quantité livrée en litres;
- le nombre de points de pénalisation;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 augustus 1989 betreffende melk en tot instelling van een officiële kwaliteitscontrole van melk geleverd aan kopers;

Gelet op het ministerieel besluit van 16 augustus 1989 betreffende de officiële kwaliteitsbepaling van melk geleverd aan kopers;

Gelet op de Verordening (E.E.G.) nr. 1411/71 van de Raad van 29 juni 1971 houdende aanvullende voorschriften voor de gemeenschappelijke ordening der markten in de sector melk en zuivelproducten met betrekking tot melk bestemd voor menselijke consumptie, inzonderheid op artikel 5, 1;

Gelet op het akkoord van de Minister van Buitenlandse Zaken,

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de noodzaak om onverwijld maatregelen te nemen met betrekking tot de melkkwaliteit voortvloeit uit de verplichting de reglementering aan te passen aan de gewijzigde marktomsstandigheden en deze reglementering meer aan te passen aan deze die in de buurlanden van kracht is,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder « het ministerieel besluit » : het ministerieel besluit van 16 augustus 1989 betreffende de officiële kwaliteitsbepaling van melk geleverd aan kopers.

Art. 2. Artikel 1, punt 3, van het ministerieel besluit wordt vervangen door het volgende punt :

« 3. Standaardmelk : melk, diepgekoeld, zonder strafpunten, met een gehalte aan botervet van 38 g/l en een gehalte aan eiwitstoffen van 33,5 g/l ».

Art. 3. Artikel 4, § 2, van het ministerieel besluit wordt vervangen door volgende paragraaf :

§ 2. De differentiatie van de melk geschiedt op basis van de criteria vermeld onder § 1.

De frekwentie van de bepalingen, de in aanmerking genomen resultaten en het overeenkomstige aantal strafpunten zijn opgenomen in bijlage 2 van dit besluit ».

Art. 4. Artikel 7 van het ministerieel besluit wordt vervangen door volgend artikel :

« Artikel 7. § 1. Voor de melk past de koper een prijsvermindering toe van 0,25 BF per strafpunt en per liter.

§ 2. Voor room van tweede categorie betaalt de koper 7 BF minder per kilogram botervet dan de prijs die hij zou moeten betalen voor room van eerste categorie.

Voor room van derde categorie past de koper een prijsvermindering toe van ten minste 10 BF per kilogram botervet ten opzichte van de prijs die hij zou moeten betalen voor room van tweede categorie.

§ 3. De prijsverminderingen bedoeld in § 1 en § 2 worden toegepast op alle melk en room die geleverd werden tijdens de overeenkomstige betalingsperiode.

§ 4. Geen enkele prijsvermindering, andere dan deze voorzien in § 1 en § 2, noch premie, gebonden aan de kwaliteit zoals gedefinieerd in artikel 4, § 1 en § 3, mogen worden toegepast op de leveringen van melk en room.

Art. 5. Artikel 8, alinea 2, van het ministerieel besluit wordt vervangen door volgende alinea :

« In geen geval mag deze melk bestemd worden voor directe menselijke consumptie of uitvoer ».

Art. 6. Artikel 9 van het ministerieel besluit wordt vervangen door volgend artikel :

« Artikel 9. De afrekeningen, bedoeld bij artikel 3, 5° van het koninklijk besluit van 21 oktober 1988 betreffende de voorafgaandelijke erkenning der ondernemingen die zuivelproducten vervoeren, bereiden, omvormen of conditioneren en bij artikel 8, § 8, 2° van het koninklijk besluit van 27 februari 1983 betreffende de verdeling van zuivelproducten, dienen zodanig te worden opgemaakt dat de hierna vermelde elementen bovenaan de afrekening gegroepeerd worden :

- het producentnummer en het productie-eenheidsnummer toegekend door de Nationale Zuiveldienst;
- de basisprijs in frank per liter;
- de geleverde hoeveelheid in liters;
- het aantal strafpunten;

- la teneur en matière grasse butyrique;
- la teneur en protéines en grammes par litre;
- le prix de la matière grasse butyrique et des protéines en francs par kilo.

Si les documents de paiements sont établis sur base des quantités, exprimées en kilos, de matière grasse butyrique et de protéines livrées, ces quantités et les montants à payer qui y correspondent doivent également être mentionnés.

Si les documents de paiement sont établis sur base du nombre de litres de lait livré, doivent en outre y être mentionnés, les ajustements du prix de base pour les teneurs en matière grasse butyrique et en protéines s'écartant des teneurs du lait standard, de même que le prix net par litre et le montant total à payer.

Toutes les autres données telles que primes et réductions de prix doivent être mentionnées à part et de façon claire. »

Art. 7. L'annexe 2 de l'arrêté ministériel est remplacé par l'annexe au présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1991.

Bruxelles, le 28 novembre 1990.

P. DE KEERSMAEKER

Annexe

Annexe de l'arrêté ministériel du 28 novembre 1990 modifiant l'arrêté ministériel du 16 août 1989 relatif à la détermination officielle de la qualité du lait fourni aux acheteurs

Différenciation du lait

1. Détermination de la qualité bactériologique du lait

1.1. Fréquence

Cette détermination s'effectue au moins deux fois par mois par le comptage des germes.

1.2. Résultat

Le résultat pris en compte est la moyenne géométrique, constatée sur une période de deux mois, de tous les résultats effectifs (c'est-à-dire des résultats de toutes les analyses).

1.3. Points de pénalisation

Pour l'attribution du nombre de points de pénalisation il doit être tenu compte du tableau suivant :

Résultat (germes/ml)	Pénalisation (points)
Inférieur ou égal à 100 000	0
De plus de 100 000 à 300 000	2
Supérieur à 300 000	8
2 fois consécutivement supérieur à 300 000	16
3 fois consécutivement supérieur à 300 000	20

2. Cellules somatiques

2.1. Fréquence

La détermination du nombre de cellules somatiques dans le lait sera effectuée au moins une fois par mois.

2.2. Résultat

Le résultat pris en compte est la moyenne géométrique, constatée sur une période de 3 mois, de tous les résultats effectifs.

- het gehalte aan botervet;
- het gehalte aan eiwitstoffen in gram per liter;
- de prijs van het botervet en van de eiwitstoffen in frank per kilogram.

Indien de melkafrekeningen worden opgemaakt op basis van de geleverde hoeveelheden botervet en eiwitstoffen, uitgedrukt in kilogram, moeten bovendien deze hoeveelheden en de hiermede overeenstemmende te betalen bedragen vermeld worden.

Indien de melkafrekeningen worden opgemaakt op basis van het aantal geleverde liters melk, moeten bovendien de aanpassingen ten opzichte van de basisprijs voor gehalten aan botervet en eiwitstoffen die afwijken van de gehalten van standaardmelk, alsook de netto melkprijs per liter en het totaal te betalen bedrag vermeld worden.

Alle andere gegevens zoals premies en prijsverminderingen moeten duidelijk en afzonderlijk vermeld worden. »

Art. 7. Bijlage 2 van het ministerieel besluit wordt vervangen door de bijlage bij dit besluit.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1991.

Brussel, 28 november 1990.

P. DE KEERSMAEKER

Bijlage

Bijlage bij het ministerieel besluit van 28 november 1990 tot wijziging van het ministerieel besluit van 16 augustus 1989 betreffende de officiële kwaliteitsbepaling van melk geleverd aan kopers

Differentiatie van de melk

1. Bepaling van de bacteriologische kwaliteit van melk

1.1. Frekwentie

Deze bepaling gebeurt minstens twee maal per maand door de kiemtelling.

1.2. Resultaat

Het in aanmerking genomen resultaat is het geometrisch gemiddelde van alle effectieve resultaten (t.i.z. de resultaten van alle analyses) gekonstateerd over een periode van twee maanden.

1.3. Strafpunten

De toekenning van het aantal strafpunten gebeurt volgens onderstaande tabel :

Resultaat (kiemen/ml)	Strafpunten
Minder dan of gelijk aan 100 000	0
Meer dan 100 000 tot 300 000	2
Meer dan 300 000	8
2 opeenvolgende keren hoger dan 300 000	16
3 opeenvolgende keren hoger dan 300 000	20

2. Somatische cellen

2.1. Frekwentie

De bepaling van het aantal somatische cellen (= celgetal) in de melk zal minstens 1 maal per maand uitgevoerd worden.

2.2. Resultaat

Onder resultaat wordt verstaan het geometrisch gemiddelde van alle effectieve resultaten, gekonstateerd over een periode van 3 maanden.

2.3. Points de pénalisation

Pour l'attribution du nombre de points de pénalisation il doit être tenu compte du tableau suivant :

Résultat (germes/ml)	Pénalisation (points)
Inférieur ou égal à 500 000	0
De plus de 500 000 à 750 000	1
Supérieur à 750 000	2

3. Détection des substances inhibitrices dans le lait**3.1. Fréquence**

La détection des substances inhibitrices dans le lait est effectuée au moins une fois par mois.

3.2. Résultat

Sur une période d'un mois, le résultat pris en compte est :

- le résultat effectif s'il n'y a eu qu'une seule analyse;
- le résultat effectif le moins favorable s'il y a eu plusieurs analyses.

3.3. Points de pénalisation

Lorsque la présence de substances inhibitrices est constatée dans le lait, il est attribué 4 points de pénalisation aux fournitures correspondantes.

Si endéans les six mois, la présence de substances inhibitrices est à nouveau constatée, c.à.d. qu'il y a récurrence, le nombre de points de pénalisation est doublé. Toutefois, il ne sera question de récurrence que lorsque les échantillons, dans lesquels la présence de substances inhibitrices a été détectée, proviennent de deux prélèvements d'échantillon espacés d'au moins huit jours.

4. Détermination du point de congélation**4.1. Fréquence**

La détection du point de congélation est effectuée au moins une fois par mois.

4.2. Points de pénalisation

Lorsqu'il est constaté que le point de congélation a une valeur supérieure à « -0,510° C », il est attribué 1 point de pénalisation aux fournitures correspondantes.

5. Recherche de la présence de traces de désinfectants (oxydants)**5.1. Fréquence**

La recherche de la présence de traces de désinfectants est effectuée au moins quatre fois par an.

5.2. Points de pénalisation

Lorsque la présence de traces de désinfectants est constatée dans le lait, il est attribué 2 points de pénalisation aux fournitures correspondantes.

6. Examen de la propreté visible du lait**6.1. Fréquence**

L'examen de la propreté visible du lait est effectué au moins une fois par mois.

6.2. Points de pénalisation

Lorsque l'examen de la propreté visible du lait présente un résultat « non satisfaisant », il est attribué deux points de pénalisation aux fournitures correspondantes.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 28 novembre 1990.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
P. DE KEERSMAEKER

2.3. Strafpunten

De toekenning van het aantal strafpunten gebeurt volgens onderstaande tabel :

Resultaat (kiemen/ml)	Strafpunten
Minder dan of gelijk aan 500 000	0
Meer dan 500 000 tot 750 000	1
Meer dan 750 000	2

3. Aantonen van remstoffen in de melk**3.1. Frekwentie**

Het onderzoek voor het aantonen van remstoffen in de melk wordt minstens één maal per maand uitgevoerd.

3.2. Resultaat

Voor een periode van één maand is het in aanmerking genomen resultaat :

- het effectief resultaat wanneer maar één analyse uitgevoerd werd;
- het minst gunstig effectief resultaat wanneer meerdere analyses uitgevoerd werden.

3.3. Strafpunten

Wanneer remstoffen worden aangetroffen in de melk worden 4 strafpunten toegekend aan de overeenkomstige leveringen.

Indien binnen zes maanden de aanwezigheid van remstoffen opnieuw vastgesteld wordt, t.t.z. wanneer herhaling zich voordoet, is het aantal strafpunten dubbel zo groot. Nochtans is er slechts sprake van herhaling, indien de monsters waarin de aanwezigheid van remstoffen vastgesteld werd, afkomstig zijn van twee monster-nemingen die door een periode van ten minste acht dagen van elkaar gescheiden zijn.

4. Bepaling van het vriespunt**4.1. Frekwentie**

De bepaling van het vriespunt wordt één maal per maand uitgevoerd.

4.2. Strafpunten

Wanneer wordt vastgesteld dat het vriespunt hoger ligt dan « -0,510° C », wordt 1 strafpunt toegekend aan de overeenkomstige leveringen.

5. Opsporen van resten van oxyderende ontsmettingsmiddelen (oxydantia)**5.1. Frekwentie**

Het onderzoek naar het opsporen van resten van oxyderende ontsmettingsmiddelen wordt minstens vier maal per jaar uitgevoerd.

5.2. Strafpunten

Wanneer resten van oxyderende ontsmettingsmiddelen worden aangetroffen in de melk, worden twee strafpunten toegekend aan de overeenkomstige leveringen.

6. Onderzoek naar de zichtbare zuiverheid van de melk**6.1. Frekwentie**

Het onderzoek naar de zichtbare zuiverheid van de melk wordt minstens één maal per maand uitgevoerd.

6.2. Strafpunten

Wanneer het onderzoek naar de zichtbare zuiverheid van de melk een « onvoldoende » oplevert, worden twee strafpunten toegekend aan de overeenkomstige leveringen.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 28 november 1990.

De Staatssecretaris voor Landbouw,
P. DE KEERSMAEKER